

l'entreprise par l'élection de Comités d'usines. Cette proposition de co-gestion à la COMIBOL était très importante, de même que la proposition faite après l'avènement de Torres au pouvoir de participation de ministres ouvriers au gouvernement. Ce n'est pas l'ignorance ou la naïveté qui peuvent expliquer de telles orientations : dans les textes des congrès, toutes ces vieilleries sont fustigées. Les thèses de Pulacayo proclament que « les ministres ouvriers ne changent pas la structure des gouvernements bourgeois... les ministres ouvriers servent à la bourgeoisie pour pouvoir mieux tromper les travailleurs »...

Que signifie cette attitude ? Il n'y a qu'une interprétation possible : on voulait faire croire que par la participation accrue des travailleurs au sein des entreprises nationalisées et des diverses instances étatiques, en faisant pression sur le gouvernement Torres, on allait vers la conquête du pouvoir, autrement dit, la réédition du plus classique des réformismes.

Et ceci est malheureusement confirmé par les décisions prises sur l'armement du prolétariat.

La droite préparait un coup d'Etat, tout le monde le savait, à commencer par Torres lui-même. Pendant ce temps, l'Assemblée discutait d'un certain nombre de propositions : l'Ecole unique, par exemple, la gratuité de l'enseignement, le châtiment des assassins de militants ouvriers, l'armement des masses. Mais refusant de se donner les moyens d'appliquer la moindre de ces propositions, l'Assemblée tendait à rester une sorte de Conseil des Sages, flanc gauche du gouvernement, faisant à Torres des suggestions intéressantes en espérant qu'il les applique, et non à se transformer en organe de double pouvoir.

Ainsi, dans sa première résolution, l'Assemblée déclare qu' « en cas de coup d'Etat, elle assumera la direction politique et militaire des masses... pour expulser du pays la droite fasciste... les travailleurs décrèteront la grève générale et l'occupation immédiate des lieux de travail ».

Face aux tanks et à l'aviation de Banzer, les travailleurs n'eurent même pas le temps de mettre en application ce beau programme. Il est vrai que l'Assemblée fit quand même quelque chose sur le plan militaire : une « Commission Militaire » fut constituée, embryon d'Etat-Major, mais cela ne donna lieu à aucune réalisation concrète.

Or, la tâche immédiate était de préparer et d'armer les travailleurs, les paysans, les étudiants pour faire face à la contre-révolution. Faire cela, c'était donner les moyens à l'Assemblée de devenir un réel organe de pouvoir, lui permettre de mettre en application ses résolutions. Simultanément, il fallait tenter de désagréger l'armée, faire une propagande envers les soldats. Les carences en ce domaine étaient d'autant plus criminelles qu'en juillet, des sous-officiers et des soldats avaient publiquement fait une déclaration (qui sans doute accéléra le coup d'Etat) où ils proclamaient que « **Rien ne nous unit à la caste des officiers, excepté nos uniformes...** il faut annuler les accords d'aide militaire entre notre pays et les Etats-Unis... transformer les casernes en écoles... juger tous ceux qui ont trempé dans la répression ou le massacre des travailleurs... Etre anti-socialiste, c'est être anti-bolivien ». Une brèche était ouverte dans l'armée qu'il fallait mettre à profit tout de suite. Mais la session plénière de l'Assemblée était terminée et le Présidium et les commissions assurant l'intérim ne se manifestèrent pas.

L'accord entre partis ou syndicats au sommet, sans la participation et l'initiative des masses à la base et sans armement du prolétariat, ne crée pas une situation de double pouvoir. Le double pouvoir existait en Espagne,